La globalisation des sciences économiques : principes de distinction et impact sur les champs nationaux

Autor(en): **Kirtchik, Olessia**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **72 (2014)**

Heft 2

PDF erstellt am: **04.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-823246

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

LA GLOBALISATION DES SCIENCES ÉCONOMIQUES: PRINCIPES DE DISTINCTION ET IMPACT SUR LES CHAMPS NATIONAUX

Olessia Kirtchik
Université Nationale de Recherche – Haut Collège d'Économie, Moscou
olessia@kirtchik.com

L'auteure précise les bouleversements qui ont eu lieu à la suite de l'effondrement de l'URSS sur la discipline économique, bouleversement qui a forcément délégitimé les économistes de type soviétique au profit des économistes étasuniens néolibéraux. Pour mieux situer le paradigme actuel de l'économie dominante, elle plonge dans le passé à l'instar de philosophes de l'économie pour mettre en perspective la situation actuelle et comprendre certains aspects fondamentaux-clé de réseaux scientifiques.

Mots-clés: Économiste, Russie, néolibéralisme, *rankings*, mathématisation, sociologie.

Olessia Kirtchik, sociologue, a soutenu sa thèse à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris. Elle est actuellement résidente à l'IEA de Paris en 2013-1014, enseignante-chercheure à l'Université Nationale de Recherche – Haut Collège d'Économie (Moscou) et co-éditrice du Laboratorium: *Russian Review of Social Research*. Ses recherches portent sur l'histoire sociologique et l'internationalisation du savoir économique; ses projets en cours ont pour objet l'économie mathématique en URSS et l'économie rurale en France après la Seconde guerre mondiale. Elle a aussi travaillé sur le modèle socialiste du développement agraire et les réformes post-soviétiques

ENTRETIEN

Quelles sont les transformations opérées sur les sciences économiques depuis les années 1970s et quelle a été leur impact sur le monde universitaire russe après la chute du mur?

Dans les décennies postérieures à la seconde guerre mondiale, les sciences économiques occidentales ont en effet connu une transformation profonde qui les a rapprochées des sciences dures. On a pu observer le passage d'une discipline pour une grande partie descriptive et normative vers une science définie par l'usage de la modélisation mathématique et de l'analyse statistique des données quantifiées (économétrie). Alors que c'est moins vrai aujourd'hui, à l'époque l'usage généralisé des outils mathématiques avancés (programmation linéaire, Théorie des jeux, topologie, etc.) appliqués à l'économie traduisait une vision cybernétique et mécaniste de la société. L'historien de l'*economics* de renom Philip Mirowski a décrit cette transformation en ces termes: l'économie est devenue une science de *cyborg* (2001).

La formalisation et la quantification de l'analyse, synonymes de l'objectivité scientifique selon l'idéologie de la science dominante, ont conféré aux économistes le statut à part au sein des sciences sociales. La légitimité de ces dernières n'est jamais acquise, sauf si elles se rapprochent des standards de scientificité (sur le modèle de la physique). Une vision de l'économiste en tant qu'intellectuel cède la place à celle d'un expert technique doté d'outils exacts de mesure et de prévision. L'emploi des économistes dans l'administration, bien qu'il ait commencé bien avant, connaît une véritable expansion entre les années 1950 et 1980. En parallèle avec l'augmentation de la demande des économistes dans la fonction publique comme dans le privé, on assiste durant ces années après-guerre à l'expansion de la formation économique (du nombre de départements, de postes de professeurs. d'étudiants et de thèses) et à sa reformulation (Duarte 2013).

Sur le plan théorique et normatif, les années 1970 sont marquées par une crise du paradigme keynésien et de différents courants d'inspiration socialiste ou marxiste qui viennent être remplacés par le néolibéralisme (une orientation favorable aux marchés libres, en particulier à une libéralisation des marchés financiers et du commerce à l'échelle globale, à un affaiblissement de la protection sociale et des droits liés à l'emploi). Par exemple, en France le marxisme en économie, très fort (voire dominant) au cours de la décennie précédente, est complètement compromis dès le début des années 1980 (Steiner 2000). Dorénavant, c'est le paradigme néo-classique modélisateur qui est considéré comme la seule façon légitime de faire de l'économie, alors que d'autres courants, dits hétérodoxes, sont de plus en plus marginalisés au sein de la discipline.

Ce tournant à la fois académique et politique a d'abord opéré aux États-Unis, dès les années quarante et cinquante, et a ensuite défini le visage de la discipline économique (*economics*) telle qu'elle est pratiquée aujourd'hui à l'échelle mondiale. D'autres pays et régions du monde – l'Amérique Latine, l'Europe de l'Ouest ou encore l'Asie – ont émulé le modèle américain sur un rythme plus ou moins accéléré. Ces transformations sont observables notamment au niveau du contenu de la formation universitaire en économie (de plus en plus technique et mathématique), des pratiques de recrutement et de publication (des degrés et des articles dans des revues américains sont valorisées). La chute ou la transformation graduelle des régimes communistes ont marqué l'aboutissement de ce long processus d'internationalisation et d'unification des sciences économiques.

L'Union Soviétique présente un exemple de transformation des sciences économiques particulièrement radicale et douloureuse, à l'image de la rupture politique. L'économie politique du socialisme qui était censée décrire le fonctionnement (les «lois») de l'économie soviétique et légitimer les décisions des autorités en matière économique n'était plus à l'ordre du jour au moment de la disparition du système qui l'a engendrée. Les années 1990 ont alors été marquées par une importation accélérée des savoirs économiques occidentaux (américains en premier lieu) sous forme de syllabi universitaires, des manuels et d'ouvrages de référence que les professeurs devaient acquérir simultanément avec leurs étudiants. De nombreux programmes (financés par des organismes internationaux, des gouvernements et organisations philanthropiques privées) étaient mis en place dans l'objectif de soutenir cette réforme de la formation économique, en particulier des programmes d'échange et de mobilité des étudiants et des professeurs.

Cette transformation a été assez mal vécue par beaucoup de ses acteurs (économistes de formation soviétique) car leurs compétences et leurs expériences ont perdu leur valeur quasi-intégralement. La science économique soviétique a été reléguée presque toute entière au statut de l'idéologie, de la non-science (comme le marxisme partout ailleurs). Seuls les économistes mathématiques ont pu de manière relativement facile trouver leur place dans le nouveau système. En effet, les outils mathématiques appliqués à l'économie étaient, en grande partie, les mêmes des deux côtés du mur. Cependant, ces économistes mathématiques eux aussi ont dû passer par l'apprentissage de la théorie néo-classique. Car, si l'usage des mathématiques en économie a été toléré (quoi que toujours en suspicion) dès les années 1960 dans la mesure où il était considéré d'être utile par le gouvernement soviétique, la théorie néo-classique (associée avec le capitalisme), elle, était bien sûr interdite.
Toutefois, on peut constater plus de vingt ans après le lancement des réformes que le processus de l'internationalisation des sciences économiques en Russie n'est toujours pas aboutie – notamment par manque de ressources et de cadres qualifiés éprouvé par les universités et les centres de recherche russes. En dehors de plusieurs institutions «modèles», le champ académique russe est traversé par des conflits – parfois très violents – tant conceptuels que politiques entre des institutions et des personnalités représentant des tendances divergentes. Ces conflits ne sont pas réductibles à seules différences de générations ou de croyances idéologiques, ils sont également un effet des paramètres spécifiques du système globalisé de production et de diffusion des savoirs économiques qui tend à favoriser certaines approches, certaines problématiques et certaines institutions au détriment des autres. Les effets de discrimination et d'exclusion produits par ce système sont observables dans tous les champs nationaux, sans exception, qui passent par une période de transformation de leur système politico-économique et académique.

Quels sont les principes de distinction du monde universitaire en sciences économiques?
Le champ global de l'*economics*, formé progressivement depuis les années 1970, possède un système de distinction extrêmement cohérent et reconnu par tous ses acteurs. Cela le distingue d'autres disciplines de sciences sociales où les critères d'excellence peuvent être plus ou moins flous et, de ce fait, produire des hiérarchies de prestige contestées, sinon multiples. Il est aussi à remarquer l'engouement, tout à fait exceptionnel parmi les sciences humaines et sociales, des économistes pour des classements et des palmarès de toutes sortes. Il n'est pas absurde de supposer que par leur formation les économistes sont souvent plus enclins à partager des valeurs libérales de réussite personnelle et de concurrence (Colander 2005).
À l'instar des sciences «mûres» tous les ans, depuis 1969, un prix dit Nobel d'économie récompense des économistes ayant apporté des contributions éminentes à la discipline. Dans leur majorité, ces contributions appartiennent au domaine de la modélisation théorique. Cette tendance renforce symboliquement l'hiérarchie disciplinaire avec, au sommet, la haute théorie et, tout en bas de l'échelle, des domaines appliqués, peu ou non formalisés (économie rurale, histoire économique, etc.). Cette orientation renforce également la domination symbolique des universités américaines qui ont employé plus de 70% de lauréats au moment de l'obtention du prix. Entre 1969 et 2007, la Grande Bretagne (Cambridge) en a reçu 7, la Norvège 3, la Suède 2, alors que la France, l'Allemagne, l'Inde, Israël, l'Union Soviétique et les Pays Bas ont été récompensés chacun une fois.

Les départements le plus souvent récompensés par le prix Nobel (Chicago, Berkeley, Harvard, Princeton, Columbia) sont parmi les écoles reconnues comme étant les plus prestigieuses dans de nombreux classements américains ou internationaux (http://www.aeaweb.org/gradstudents/Rankings.php) en se trouvant invariablement dans les dix premiers rangs. Les leaders des classements (définis en fonction des prix, des publications prestigieuses, et aussi à travers des jugements experts) occupent des positions privilégiées sur le marché global du travail et de l'enseignement supérieur. Dans le système globalisé à une très forte concurrence, ces institutions se trouvent en mesure de recruter des professeurs de renom (en leur proposant des salaires élevés) et d'attirer de nombreux étudiants du monde entier. La mobilité accrue d'étudiants asiatiques (l'Inde, la Chine et la Corée en particulier) est aujourd'hui un enjeu majeur pour les universités du fait de la réduction du financement public dans la plupart des pays développés. Les États-Unis restent de loin le premier pays d'accueil d'étudiants (UNESCO). Ces programmes d'enseignement sont particulièrement attractifs en garantissant un emploi dans le monde universitaire dans un pays d'origine ou sur le marché international, mais aussi dans des agences gouvernementales et privées, ou encore dans des organisations internationales (telle la Banque Mondiale).

De même, la domination américaine écrasante en science économique se laisse saisir à travers les classements mondiaux de revues académiques. Les *rankings* basés sur un impact facteur (calculé comme un nombre moyen de citations reçues par les articles publiés dans une revue au cours d'une période déterminée) produits notamment par Elsevier et Thompson Reuters mettent en avant des revues éditées par des top-départements et des sociétés savantes étasuniennes.

Dans ce système global où la domination symbolique et économique se supportent et se renforcent mutuellement, un doctorat d'une université américaine, de préférence bien cotée (du moins, un degré d'une école britannique ou européenne qui émule les programmes des départements américains) est une condition nécessaire d'une carrière universitaire réussie aux États-Unis comme en Europe, au Brésil, en Chine ou en Russie. À part un degré d'origine «noble», ce sont des publications qui vont déterminer les chances d'un candidat d'accéder à un poste universitaire (*tenure*) et de bâtir une réputation académique solide. Plus que d'autres sciences sociales et humaines, l'économie aujourd'hui privilégie des articles dans des revues anglophones à un comité de lecture au détriment de tout autre type de publication (notamment des livres qui sont encore une monnaie courante dans la philosophie, l'histoire ou la sociologie/anthropologie). Un article dans une revue de catégorie A (ou mieux A+) représente la meilleure marque d'excellence (de prestige académique), une garantie de promotion, et de récompense économique (primes d'excellence) pour les économistes – sans exagération – à travers le monde entier.

Pourquoi serait il trompeur de croire à l'intégration égalitaire de tous les chercheurs du monde à cette internationale des sciences économiques?

Comme on vient de le voir, l'américanisation des sciences économiques à l'échelle globale implique l'unification des critères d'excellence (prix, degrés, revues) partagés et respectés aujourd'hui par tous ceux qui prétendent faire partie du champ de l'*economics* global. Le non respect de ces principes de distinction implique de fait la relégation au plus bas de la hiérarchie académique ou l'exclusion complète. Cette internationale des sciences écono-

miques tend à faire une abstraction quasi-totale des différences de langues, de conditions géographiques et d'autres particularités des économies nationales. La discipline globalisée est pensée à la manière du marché parfaitement libre comme si les économistes du monde entier pouvaient participer à cette entreprise scientifique à prétention universelle de manière égale et égalitaire. Pourtant, cette image est assez éloignée de la réalité. Notamment, des économistes de différents pays n'ont pas les mêmes chances pour réussir à publier un article dans des revues anglophones à comité de lecture qui établissent des standards d'une publication scientifique en économie. Ces inégalités peuvent être saisies à plusieurs niveaux.

En premier lieu, si l'on regarde par exemple les revues indexées dans la base de publications scientifiques *Web of Science* (produite par Thomson Reuters), on peut y observer la domination quasi-totale de la langue anglaise (97% d'articles publiés entre 1993 et 2010). Le monopole de l'anglais aussi fort rapproche les sciences économiques des sciences dures, mais les distingue de la plupart des sciences humaines (par exemple, en histoire la part de l'anglais – dans le *Web of Sciences* – ne dépasse pas 60%). Ce biais linguistic favorise assez naturellement les économistes de la langue anglaise (locuteurs natifs), ce qui trouve sa confirmation dans la distribution d'auteurs par pays: les étasuniens, anglais, canadiens et australiens à eux seuls produisent 65% d'articles indexés (ce qui est exceptionnel des sciences économiques comparées à la fois aux sciences humaines et aux sciences dures).

La barrière linguistique mise à part, la tâche de publier dans une revue classée A ou A+ n'en devient pas moins compliquée pour un économiste qui n'a pas passé par une université américaine. Ceci est d'autant plus vrai pour les revues les mieux classées. Par exemple, parmi les auteurs d'articles signés par des économistes russes (i.e. affiliés au moment de la publication avec une université russe) parus dans les trente revues les mieux classées entre 1993 et 2010 il n'y a pas un seul qui n'aurait pas un PhD américain prestigieux ou, plus rarement, une autre expérience professionnelle aux États-Unis. Alors que 80% de ces publications prestigieuses sont co-signées par des collègues étasuniens (Kirtchik 2012). Ce fait ne doit pas surprendre car les standards d'un «bon article» en sciences économiques ne peuvent guère être intégrés que par la socialisation dans le milieu universitaire qui les produit.

En second lieu, il existe une hiérarchie très nette des objets et des démarches de la recherche en sciences économiques. On peut observer une tendance à l'abstraction et à la délocalisation de l'analyse dans les revues les mieux classées (Kirtchik 2012). Si des données empiriques y sont utilisées, elles sont le plus souvent issues de l'économie américaine. À l'inverse, des analyses qui utilisent des données empiriques relevant d'autres économies nationales sont plus fréquentes dans des revues spécialisées en une branche d'économie appliquée ou dans des revues ayant une spécialisation régionale (par exemple, la transition post-communiste). Les revues de ce type ne font pas partie des Top-30 revues disciplinaires. Autrement dit, les économistes qui travaillent sur des objets économiques d'intérêt national ou régional sont apriori pénalisés dans le système de distinction global.

Le recours aux classements de revues internationaux à des fins de recrutement et d'évaluation des chercheurs dans des pays non-anglophones a un avantage évident de fournir des critères d'excellence transparents et uniformes, ainsi que de faire avancer des institutions nationales dans des *rankings* universitaires mondiaux. Cependant, cette pratique contribue à perpétuer et à renforcer l'hiérarchie de prestige existante et les inégalités qu'elle produit. Son usage est d'autant plus problématique dans des pays, comme la Russie par exemple,

où à la différence de certaines nations européennes le processus d'internationalisation est loin d'être abouti (il y a de nos jours très peu de publications d'économistes russes dans des revues internationales). Une vraie question de politique académique ici est de savoir si l'internationalisation – qui implique l'unification théorique et linguistique – doit se faire au dépens de la langue nationale et de la dévalorisation des objets ou des problématiques locales?

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Colander, D. (2005). The making of an economist redux. *The Journal of Economic Perspectives*, 19(1), 175–198.

Duarte, P. G. (2013). MIT Graduate Networks: the early years. Department of Economics, FEA-USP Working Paper, N 2013-08. 21 p.

Kirtchik, O. (2012). Limits and Strategies for the Internationalization of Russian Economic Science: Sociological Interpretation of Bibliometric Data. *Laboratorium: Russian Review of Social Research*, 4(1), 19–44.

Mirowski, P. (2002). *Machine Dreams: Economics Becomes a Cyborg Science*. Cambridge University Press.

Steiner, P. (2000). La Revue économique 1950-1980: La marche vers l'orthodoxie académique? *Revue Économique*, 51(5), 1009–1058.